

# Il n'est de pire sourd que celui qui ne veut entendre.

Depuis le printemps dernier, la présidente de Radio France, Sibyle Veil, avance sans vouloir entendre ce que lui disent les salariés et leurs représentants élus. Ses récentes annonces, pour détailler un peu plus son plan, en ont encore fait la démonstration. Depuis le printemps dernier nous en sommes toujours au même point : **un plan d'économies de 60 millions d'euros, injustifié, injustifiable**, qui se traduirait, s'il était appliqué, par **299 suppressions de postes, une dégradation inacceptable de la qualité du service rendu au public et des conditions de travail des salariés**. La production et les métiers qui y concourent sont particulièrement visés: **documentaires, fictions, musique vivante** en feraient les frais. La fermeture des **antennes locales de FIP** serait une atteinte à l'information culturelle de proximité. Au-delà, tous les secteurs seraient concernés : **les assistants de gestion administrative en région et à Paris, la Direction d'Établissement** qui subirait une privatisation de ses activités sans précédent, depuis le **standard téléphonique** jusqu'au service de **nettoyage**, en passant par le service **accueil-sécurité** et **les ateliers**...

**L'information** n'est pas épargnée avec les suppressions programmées des infos sur Fip, du pôle d'infos route et circulation, des bureaux régionaux de Toulouse et Marseille.

**Les services de documentation**, déjà durement touchés par les précédentes suppressions d'emplois, connaîtraient une nouvelle saignée de près d'un tiers de leur effectif!

Idem pour le **Chœur de Radio France**, seul Chœur symphonique professionnel de France, pour qui ce plan serait également un véritable massacre avec la suppression là aussi d'un tiers de l'effectif. Et bien, chantez maintenant !

Alors qu'un tiers des programmes dédiés **aux productions élaborées** ont déjà disparu de l'antenne de France Culture ces 10 dernières années, ce plan leur porterait le coup de grâce avec la suppression de **16 postes de réalisateurs** et **25 postes de techniciens**.

Et tout ça pour quoi ? Pour investir 20 millions d'euros dans le numérique ? Si ces investissements sont nécessaires -ce qui reste à démontrer- **c'est à l'Etat de les financer**, au lieu de nous imposer coupe sur coupe. **Le développement du numérique ne peut se faire au prix de la destruction de notre cœur de métier**. C'est la radio qui demeure notre raison d'être et réunit chaque jour des millions d'auditeurs.

Quant à la « progression mécanique des charges » servant à justifier la nécessité des économies, elle est grossièrement surévaluée par la direction et n'est qu'un prétexte.

Sans parler du gouvernement qui veut nous ponctionner 50 millions d'euros d'ici 2022. Pourquoi? "On fait des économies partout ailleurs, il faut bien en faire chez vous" a répondu en substance Edouard Philippe interrogé sur France Inter (21 nov. 8h20). Quelle belle logique économique! **Pour les services publics, toujours moins, pour les copains du privé, open bar...**

***Confrontés à de telles logiques et face à une direction qui ne veut rien entendre, nous devons réagir fortement, le plus largement possible, pour imposer d'autres choix.***

## TOUS EN GRÈVE À PARTIR DU 25 NOVEMBRE 2019 !

SNRT-CGT de RADIO FRANCE ☎ 116, avenue Kennedy 75220 PARIS CEDEX 16 pièce 6H07

📞 01 56 40 22 21 📠 01 56 40 34 05 📧 e-mail : [cgt@radiofrance.com](mailto:cgt@radiofrance.com)

Site Internet : <http://www.cgt-radiofrance.org>

Twitter : @CGT\_RadioFrance Facebook : <https://www.facebook.com/CGT.Radio.France>